HAL
open science

La force des catégories savantes sur l'imaginaire collectif. Le familialisme amoral comme paradigme explicatif de l'agir associatif en Italie du Sud

Elisabetta Bucolo

To cite this version:

Elisabetta Bucolo. La force des catégories savantes sur l'imaginaire collectif. Le familialisme amoral comme paradigme explicatif de l'agir associatif en Italie du Sud. Interventions Economiques : Papers in Political Economy, 2020, 64, 10.4000/interventionseconomiques.10394 . hal-03516935

HAL Id: hal-03516935

https://cnam.hal.science/hal-03516935v1

Submitted on 17 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Revue Interventions économiques
Papers in Political Economy

64 | 2020
Épistémologies des Suds

La force des catégories savantes sur l'imaginaire collectif. Le familialisme amoral comme paradigme explicatif de l'agir associatif en Italie du Sud

The Strength of Academic Categories on the Collective Imaginary. Amoral Familism as an Illustrative Paradigm for Associative Action in Southern Italy

Elisabetta Bucolo

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10394
DOI : 10.4000/interventionseconomiques.10394
ISSN : 1710-7377

Éditeur
Association d'Économie Politique

Édition imprimée
ISBN : 1710-7377

Référence électronique
Elisabetta Bucolo, « La force des catégories savantes sur l'imaginaire collectif. Le familialisme amoral comme paradigme explicatif de l'agir associatif en Italie du Sud », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 64 | 2020, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 12 mai 2020. URL : http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10394 ; DOI : https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.10394

Ce document a été généré automatiquement le 12 mai 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La force des catégories savantes sur l'imaginaire collectif. Le familialisme amoral comme paradigme explicatif de l'agir associatif en Italie du Sud

The Strength of Academic Categories on the Collective Imaginary. Amoral Familism as an Illustrative Paradigm for Associative Action in Southern Italy

Elisabetta Bucolo

1. Introduction

1 Dans le contexte de croissance économique généralisée, la persistance du retard économique de certaines régions du monde a fait l'objet de travaux de recherche dans différents champs disciplinaires. Aux explications de nature économique et historique se sont juxtaposées d'autres explications davantage axées sur les spécificités culturelles comme clé de compréhension des écarts de développement entre pays. C'est notamment après la Seconde Guerre mondiale que l'on constate un regain d'intérêt pour les dynamiques communautaires, *community studies*, pouvant expliciter les raisons de la pauvreté dans une approche plus globale prenant en compte les conditions morales et culturelles des populations. Dans ce sillage, entre 1954 et 1955, le politologue Edward C. Banfield (1958) mène des travaux d'enquête dans un petit village du sud de l'Italie pour étudier les conditions de vie précaires des habitants et pour essayer d'apporter un éclairage quant aux raisons du retard économique de ces régions du sud de l'Italie par rapport à celles du nord. Il émet l'hypothèse que la persistance des caractères traditionnels communautaires serait à l'origine de l'incapacité de ces populations d'agir ensemble pour le bien commun, ce qui les empêcherait de générer des dynamiques vertueuses utiles au développement économique. La culture de ces

communautés se fonderait sur un *éthos* spécifique qu'il dénomme *familialisme amoral* et qu'il définit comme une attitude par laquelle les gens agiraient uniquement pour les intérêts immédiats de leur entourage familial et n'attacheraient aucune importance à l'intérêt collectif. Ces travaux se fondent sur le postulat selon lequel la persistance de caractères traditionnels tels les liens communautaires, les appartenances familiales, l'amitié restreinte seraient à l'origine du manque d'esprit civique des populations du sud de l'Italie. Trop inclusives et égoïstes, jusqu'à être amorales, les relations familiales empêcheraient toute solidarité élargie au-delà de leurs frontières, en cantonnant les individus à des relations instrumentales et particularistes. Dans ce contexte imprégné de *familialisme amoral*, il serait donc impossible de s'associer pour le bien public ou de se mobiliser pour défendre des causes communes. Les apports théoriques d'E. C. Banfield ont été réactualisés dans les années 1990, notamment pour éclairer les notions de confiance (Fukuyama, 1997) et de capital social (Putnam et *alii*, 1993) et ont été largement mobilisés dans le champ des sciences sociales. En dépit des vertus heuristiques de ces apports, notamment pour mieux comprendre les interactions entre faits sociaux et faits économiques, il reste qu'ils ont participé à construire une représentation aussi déterministe que déformée de l'agir collectif dans le sud de l'Italie, en considérant les populations incapables de se mobiliser pour des actions civiques (*civicness*) en raison d'une tare culturelle immuable. Dans la première partie de ce texte, nous proposons de retracer ces apports théoriques pour essayer d'en comprendre les origines et la portée ainsi que pour montrer qu'ils présentent un défaut épistémologique. En considérant le sud de l'Italie, à l'instar des autres Sud du monde, on peut en effet affirmer que ces travaux montrent « les limites de la tradition critique occidentalo-centriste (souvent dominante dans la pensée critique à l'égard des pays du Sud) pour ce qui est d'analyser et d'évaluer les processus politiques qui ont recours à des univers symboliques et culturels ne concordant pas avec ceux qui la sous-tendent » (De Sousa Santos, 2011, p. 21). Dans une deuxième partie, nous voudrions mettre en exergue les effets que ces postulats savants ont pu engendrer dans la posture et l'imaginaire collectif des bénévoles et des salariés qui travaillent au quotidien dans des associations ou des coopératives sociales. Pour ce faire, nous nous appuierons sur des récits collectés lors d'enquêtes de terrain menées en Sicile auprès de centres sociaux à vocation sociale et culturelle gérés par des associations de quartier ainsi qu'auprès de coopératives sociales qui œuvrent pour l'insertion professionnelle de personnes marginalisées ou défavorisées. Il nous semble en effet possible de pouvoir déceler des significations sédimentées dans leurs narrations qui proviennent du méta-récit de l'impossibilité d'une action collective dans le sud de l'Italie et qui façonnent l'agir quotidien de ces organisations.

2. Les catégories savantes culturalistes sur l'Italie du Sud

2 Durant les années 1950, un nombre important d'universitaires américains se rendent en Italie du sud pour y mener des travaux de recherche dont la finalité est d'expliciter la complexité de la société méridionale dans laquelle, selon leur interprétation, la tradition et la modernité cohabitent (Ferragina, 2009, p. 267). Parmi ces chercheurs, un politologue travaillant comme conseiller gouvernemental, Edward C. Banfield, publie en 1958 l'ouvrage *The moral basis of a backward society,* dans lequel il rend compte des

résultats de ses enquêtes ethnographiques dans un petit village du sud de l'Italie, qu'il nomme Chiaromonte. Son objectif est d'expliciter les raisons du sous-développement économique et politique de l'Italie du Sud à partir de l'analyse des causes de la misère de ce petit village de Lucanie. Après neuf mois passés sur les lieux, il finit pour apporter une explication culturelle aux conditions de vie précaires des populations. Selon Banfield, l'*éthos* spécifique de ces populations, qu'il appelle *familialisme amoral,* est la cause principale du retard économique du Sud italien, car il réduit leur capacité d'agir collectivement pour l'intérêt général. Il affirme que les quelques dix mille habitants du village sont incapables de s'associer n'ayant aucun intérêt pour le bien commun et qu'ils agissent uniquement de manière égoïste pour satisfaire les besoins des membres de leur noyau familial. De ce fait, les conditions de rareté, d'incertitude et de précarité au lieu de générer des actions collectives de soutien, ne font selon Banfield, qu'enclencher des conflits et des compétitions à cause de la propension innée des membres d'une même famille à l'amoralité envers les autres. Livrés à une lutte hobbesienne de tous contre tous, les habitants de Chiaromonte ne se réunissent pas en association, ne constituent pas de collectifs d'entraide, ne mobilisent pas des actions de revendication. Le politologue en conclut qu'ils ne sont pas en capacité de s'émanciper des situations de précarité économique et sociale par l'action collective et restent figés à jamais dans l'immobilisme. Banfield décrit ce manque de solidarité entre les gens qui, à différence des habitants des villes américaines comparables par taux de pauvreté, sont incapables d'agir de concert pour trouver des solutions collectives. La misère n'est donc pas, selon lui, un problème socio-économique, mais plutôt culturel, car chacun agit selon des stratégies familiales orientées à la sauvegarde des acquis. Dans un exercice de généralisation, il étend cette analyse à l'ensemble du Midi italien en statuant sur l'impossibilité pour les populations d'Italie du Sud de générer des actions collectives pour des raisons indépendantes de leur volonté et ancrées dans leur *éthos* culturel. Les travaux de Banfield lui valurent un poste à l'Université de Harvard et ont encore aujourd'hui une grande résonance dans le milieu académique. Bien que largement débattue et critiquée, la thèse du *familialisme amoral* s'inscrit dans une interprétation culturaliste invisibilisant la complexité des relations traditionnelles dont la nature n'est pas uniquement particulariste. Surdéterminées par leur *éthos,* les populations seraient incapables de s'inscrire dans des démarches émancipatrices et d'agir sur leur destinée pour faire évoluer leur situation. La communauté, nous explique Banfield, est marquée par l'incapacité politique à réagir et la seule manière de survivre est de se confier à la protection clientéliste, aussi bien dans le domaine politique qu'économique et social, en entretenant une culture de la méfiance : « l'espérance d'avantages matériels à court terme est le seul motif d'intérêt pour la chose publique dans la méfiance généralisée envers les institutions, dans la facile corruptibilité des détenteurs des charges publiques, dans l'usage du vote comme instrument d'échange contre des biens matériels plutôt que comme expression d'une opinion, etc. » (Roux, 2003, p. 467).

3 Les travaux de Banfield s'inscrivent dans une lignée d'études qui a produit des catégories savantes culturalistes sur l'Italie du Sud. Ces catégories ont été mobilisées à différentes époques, et notamment au lendemain de l'Unité d'Italie en 1861, pour comprendre les dynamiques économiques, sociales et politiques à partir du postulat de l'infériorité morale des gens du Sud. Le clientélisme[1] s'est imposé également « en un principe déterminant d'intelligibilité » (Briquet, 2006, p. 49-50 et Blando, 2002). Là encore, la force et l'enracinement des liens communautaires et d'amitié restreinte y

sont considérés comme des caractères particularistes qui empêchent les populations du sud d'évoluer vers des comportements civiques voire les happent vers des comportements criminels. À propos de la Sicile et de la mafia, par exemple, le criminologue Cesare Lombroso, dans son ouvrage *L'homme criminel* (1876), distinguait la « race du sud » inférieure à la « race du nord » et il expliquait que le type criminel est un individu atavique et amoral, tel le mafieux sicilien. Ces explications savantes ont participé dans le temps à stigmatiser les populations méridionales, jugées inciviques, amorales et criminelles et ont été utilisées de façon stratégique dans le jeu politique national. La droite conservatrice libérale au pouvoir après l'Unification italienne, par exemple, s'y réfère pour construire une rhétorique apte à disqualifier les nouveaux dirigeants de la gauche socialiste, issus des classes moyennes méridionales et ayant investi l'arène politique grâce à l'élargissement du droit de vote. Puisant dans le répertoire savant des études ethnographiques, les élus conservateurs trouvèrent les arguments culturalistes pour dénigrer ces dirigeants populaires en arguant qu'ils n'étaient pas aptes à gérer l'État du fait de leurs origines méridionales, et notamment en raison de leur disposition naturelle à la violence et à l'incivilité. Cette immaturité politique et civique les obligeant donc à faire appel aux réseaux de médiation particulariste et de corruption, pour pérenniser leur pouvoir au niveau local, voire national. Le but était, pour la droite conservatrice, de conforter l'idée de la nécessité d'une classe politique septentrionale, capable de gouverner le pays de manière responsable, civique et morale. Or, ces arguments sont assez inexacts si l'on sait que cette nouvelle classe politique méridionale s'était en grande partie formée au sein des sociétés de secours mutuel, et plus tardivement des coopératives agraires et des caisses solidaires (Bucolo, 2018). Sauf que les ouvertures démocratiques, dont ce nouveau personnel politique était porteur, constituaient un danger pour le pouvoir conservateur qui n'hésita pas, face au succès électoral, à mobiliser des justifications d'ordre culturaliste pour délégitimer ces nouveaux leaders politiques. Ces « nouveaux entrepreneurs politiques opposaient des modalités alternatives de mobilisation de la société civile, en activant les cercles de sociabilité et les multiples associations (coopératives de crédit ou de production, sociétés de secours mutuel...) dont ils étaient les animateurs. L'administration des institutions locales et des organismes qui en dépendaient (banques, offices chargés de l'assistance ou des équipements collectifs...) leur permettait, en outre, de s'assurer le soutien de secteurs étendus de la population, tout autant par les ressources qu'ils étaient ainsi en mesure de leur affecter que par la légitimité qu'ils retiraient de leur participation aux politiques de modernisation des services et des infrastructures (assainissement, transports, écoles, magasins municipaux...) dans les métropoles régionales comme dans les bourgs ruraux » (Briquet, 2006, p. 53-54).

4 Un siècle plus tard, durant les années 1970, avec l'expansion de l'État social et des capacités de distribution des ressources dues à l'évolution des champs de compétences des collectivités territoriales, le paradigme de la partitocratie[2] clientélaire a été mobilisé pour dénoncer le tissage de réseaux clientélistes par les forces politiques au gouvernement de la Sicile, et notamment de la Démocratie chrétienne. Les partis de masse ayant instauré un système de gestion des ressources publiques au profit des réseaux et des groupes qui composaient leur électorat : « il devint ainsi naturel pour les gouvernements de pratiquer une politique de rentes et de subventions en faveur des populations méridionales, dans tous les secteurs de l'activité économique » (Allum, 1995, p. 29-30). De même, face à l'ampleur de la crise italienne des années 1990[3] qui a

entraîné la fin des deux grands partis de masse, la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, ainsi qu'une « profonde délégitimation du pouvoir » (Lazar, 1997, p. 70), la mobilisation de la société civile a renforcé les demandes de légalité et les formes diverses de rejet de la politique attribuant les raisons profondes de l'étiolement du système politique à l'amoralité du personnel politique. En parallèle, le monde académique « non seulement ne questionna pas ce paradigme culturaliste et dualiste, mais le positionnera comme la seule explication de la crise » (Blando, 2002, p. 6). Ces mêmes argumentations ont servi de base conceptuelle pour un certain nombre études sur la mafia (H. Hess, A. Blok, J. et P. Schneider, cités dans Briquet, 1995). On y fait valoir l'hypothèse de l'existence des coutumes et mœurs traditionnelles d'ordre mafieux, expression de la nature même des Siciliens. Les racines de la mafia ne seraient à chercher que dans la culture traditionnelle sicilienne se structurant autour de la famille et des caractères spécifiques de sa population. Cette lecture a un double effet, d'une part de nier l'existence d'une organisation mafieuse structurée et d'autre part de ne pas mettre en place les actions nécessaires à la combattre puisque l'on considère qu'elle est irréductiblement liée à la nature même des Siciliens. En définitive, l'approche culturaliste, affectant les déficits démocratiques aux carences culturelles méridionales, a fait prévaloir une interprétation unidimensionnelle des crises traversées, jusqu'à l'explication de la criminalité organisée.

3. La théorie du capital social, une caution scientifique du *familialisme amoral*

5 Le politologue Robert Putnam, en s'interrogeant sur les raisons à l'origine de la performance institutionnelle et économique de différents pays occidentaux, établit un lien très strict entre vitalité associative et production de capital social indispensable à la démocratie. Par capital social, il définit l'ensemble des réseaux et des relations entre individus qui garantissent la généralisation de la confiance et de l'esprit civique, nécessaires au bon fonctionnement des institutions et de l'économie. Les espaces de socialisation civique, telles les associations, sont pour R. Putnam les lieux privilégiés de création de capital social et leur existence s'avère essentielle pour les sociétés démocratiques. L'importance que Putnam attache aux associations vient de la vitalité des engagements collectifs qu'il observe aux États-Unis. Les Américains sont en effet très impliqués dans nombreuses activités sociales et de bénévolat, dans des congrégations religieuses ou dans des groupes civiques pour les droits des minorités. Selon R. Putnam, cette implication associative de grande ampleur, et le capital social qu'elle contribue à créer, est le socle sur lequel se fonde la démocratie américaine et sur lequel devraient se fonder toutes les sociétés occidentales démocratiques pour leur performance politique et économique. Dans son ouvrage fondateur *Making Democracy Work* (1993), R. Putnam utilise le cas italien pour démontrer la véracité de son hypothèse, à partir notamment de l'écart existant entre le nord de l'Italie riche et performant et les régions du sud, économiquement peu développées. Ainsi, il montre qu'il existe un lien entre la performance des régions du nord et leur tradition d'engagement civique : depuis le Moyen Âge, les citoyens ont mobilisé des formes d'action collective dans les guildes ou le compagnonnage, ils sont donc liés entre eux par des relations de confiance qui renforcent l'action horizontale des réseaux sociaux et politiques. Inversement, l'incivisme des régions méridionales, comme la Sicile et la

Calabre expliquent, selon R. Putnam, leur retard économique. En se référant au paradigme culturaliste du *familialisme amoral* de H. C. Banfield, il considère fondé le postulat selon lequel les populations de ces régions ont une nature inclusive et égoïste, ce qui leur empêche de produire des relations de confiance et donc de capital social. Puisqu'aucune conception de citoyenneté, aucun engagement social et culturel ne trouve place dans ces communautés, la gestion du pouvoir politique est vouée à entretenir uniquement les affaires privées de quelques notables plutôt qu'à avoir comme finalité le bien commun. Le *familialisme amoral*, selon R. Putnam, nuit donc au système politique et économique des régions du sud de l'Italie, car les individus sont incapables de produire du capital social par le biais d'organisations collectives, telles les associations pour la tutelle des droits et/ou de mobilisation civique dans l'intérêt de tous. Grâce à la comparaison entre le nord et le sud de l'Italie, Putnam a stabilisé sa théorie du capital social, dont la portée heuristique est notable. En effet, le lien qu'il établit entre performance institutionnelle et capital social constitue une approche renouvelée de la question démocratique dans les sociétés modernes, car l'engagement citoyen, notamment dans les associations, est considéré comme une « pré condition indispensable » à la performance économique et politique des pays (Bevort, 2002, p. 83). Cependant il a confirmé, sans le discuter ou le vérifier, le postulat culturaliste proposé par Banfield selon lequel il existerait, chez les gens de l'Italie du Sud, une incivilité naturelle, inscrite à jamais dans leur histoire et une absence d'engagement associatif et civique dans le sud de l'Italie. Le concept de capital social a été largement diffusé à la fois dans le milieu scientifique, mais également auprès d'un public plus large, grâce à un vaste travail de vulgarisation opéré par les institutions internationales comme la Banque mondiale et l'OCDE. Or, cette caution scientifique et institutionnelle produit du sens en ce qu'elle rend manifeste une explication des conduites collectives à laquelle on va se référer pour définir la logique de certaines réalités sociales. Le consensus théorique autour de la théorie du capital social a fini par considérer comme fondé le postulat sous-jacent au concept lui-même, à savoir, la « carence de formes de solidarité non primaires » (Catanzaro, 1989) dans le Sud italien. Ainsi, ce postulat a contribué, nous semble-t-il, à restreindre la portée de l'analyse des formes de solidarité méridionales à celles familiales, occultant d'autres formes d'action collective portées par les mouvements solidaires, les collectifs citoyens, les associations d'action sociale et les coopératives sociales (Bucolo, 2011). Ce processus d'invisibilisation s'est produit, à notre sens, par une lecture univoque, et dénigrante, des dynamiques communautaires de l'Italie du Sud. Comme le montre De Sousa Santos (2011, p. 34), « la non-existence est produite chaque fois qu'une certaine entité est tellement disqualifiée qu'elle disparaît et devient invisible ou qu'elle est défigurée au point de devenir inintelligible ».

4. Une autre réalité

6 L'approche culturaliste se référant au *familialisme amoral* a le mérite d'avoir élargi le spectre des propositions théoriques pour la compréhension des dynamiques de changement grâce à « l'enrichissement de la chaîne causale par l'introduction du facteur culturel » (Roux, 2003). Les thématiques du développement économique et de la performance politique ont ainsi intégré d'autres facteurs pertinents d'analyse, tels les cultures éthico-sociales et les comportements subjectifs qui étaient auparavant absents dans la littérature sur la performance économique. H.C. Banfield a en effet essayé de comprendre les rapports entre individus et institutions, et la capacité des

communautés locales d'avoir un rôle actif dans les processus de changement, notamment par leur capacité (ou pas) à s'associer pour le bien commun. Ce qui justifie le succès des écrits de H.C. Banfield ou de R. Putnam. Cependant, le facteur culturel est mobilisé de façon exclusive et immuable. Cette perspective est déterministe dans le sens où pour H.C. Banfield, aussi bien que pour R. Putnam, tout changement est impossible lorsque les conditions ethnico-culturelles sont de type familialiste. De nombreuses recherches ont montré les limites de cette approche en mobilisant des arguments différents. Pour Piselli (2000), cette lecture est très rigide, car elle se fonde sur l'idée que dans des contextes familialistes, les situations de précarité et de retard économique persistent sans pouvoir évoluer. La modernisation est perçue uniquement comme le dépassement des enjeux particularistes qui sont irréversibles. De son côté Pizzorno (2001) a montré les limites de la démonstration de Banfield en arguant que sa thèse est faussée par un regard moralisateur qui lui a empêché de comprendre que si les populations locales ne font rien ce n'est pas parce qu'elles en sont incapables, mais parce qu'elles savent que dans une situation de rareté, telle celle qu'elles vivent, toute action pour obtenir des changements serait vouée à l'échec. Par ailleurs, les logiques économiques et sociales des comportements familiaux sont cantonnées, par Banfield aussi bien que par Putnam, dans l'espace de l'irrationnel dans le sens où elles seraient uniquement aptes à se déterminer par l'affection et les mœurs. Des analyses plus fines des fonctionnements et des stratégies familiales montrent également les limites de cette approche. Selon Meloni (1997, p. XXXV), aucun comportement n'est irrationnel, car il peut mobiliser à la fois, et selon les opportunités, des principes relevant plutôt de la réciprocité, de la redistribution ou de l'échange de marché. En ceci, les familles mobilisent des stratégies d'utilisation et de création de ressources selon les opportunités institutionnelles et politiques dans lesquelles elles sont encastrées. Dans le même sens, en proposant une étude sur la relation entre le développement et les stratégies familiales au nord et au sud de l'Italie, Magatti et Mingione (1997) montrent que les spécificités des conditions économiques au nord et les formes de redistribution institutionnelle au sud impliquent des formes d'intégration sociale différentes. Et ceci, sur la base de structures familiales similaires.

7 D'autres travaux sur la réalité méridionale ont montré que, même dans des contextes définis particularistes, les communautés sont capables d'avoir un rôle actif dans les processus de changement. Mutti (1996) montre que des formes de particularisme permettent la confrontation avec l'extérieur ainsi que le dialogue et la coopération avec d'autres communautés s'appuyant sur des normes et des règles différentes pour transformer ou reconstruire leur propre tradition et leur identité du fait de l'échange avec les autres. C'est le cas des cultures pluralistes qui se développent dans des contextes où les spécificités et les individualités sont respectées. Pour ce qui est des associations siciliennes, depuis les premières initiatives de secours mutuel et de caisses rurales, jusqu'aux coopératives sociales de récente constitution, en passant par les associations de lutte contre la mafia, elles se sont largement appuyées sur les réseaux de proximité, dits particularistes, pour renforcer leur action et valoriser leur apport vertueux. À titre d'exemple, Turnaturi (citée par Mutti, 1998) montre comment, dans les contextes méridionaux, nombre d'associations de familles de victimes de la mafia, créées sur des bases privatistes, tout au long de leur mobilisation collective, apprennent à reformuler leurs revendications dans des termes plus universalistes. Elles transforment des événements privés en événements significatifs pour les autres et ayant un impact dans la sphère publique. Par ailleurs, les associations qui animent les

centres sociaux, et notamment celles implantées dans les quartiers les plus défavorisés, s'attachent à déstabiliser la dynamique verticale et asymétrique de certaines relations interpersonnelles, notamment celles de nature criminelle. Pour ce faire, elles développent des modalités de fonctionnement qui s'appuient sur la force des relations particularistes se référant à des formes de réciprocité égalitaire (Bucolo, 2014).

8 Ainsi, les distorsions du contexte économique et politique du Sud, dues en grande partie aujourd'hui à la présence de réseaux criminels, ne peuvent pas être comprises uniquement par l'explication culturaliste. Comme le montrent Cersosimo et Donzelli (2000, p. 87) « le manque ou l'insuffisance de croissance dans un contexte territorial de relations civiques horizontales, de règles justes, de comportements partagés, ne se présente point comme un caractère anthropologique pré-acquis, mais, au contraire, comme le résultat d'une stricte interaction entre société et institutions, entre action publique et organisation communautaire, entre pratiques de vie et valeurs de référence ».

5. Les effets des postulats scientifiques sur la posture des acteurs associatifs

9 Malgré le fait que dans la littérature scientifique, le postulat selon lequel les populations du sud de l'Italie seraient naturellement amorales et incapables de générer de l'action collective ainsi que civique a été à plusieurs reprises discuté, le concept de capital social a participé à réactualiser cette représentation. Nos recherches sur l'associationnisme et le coopérativisme en Sicile ont donné à voir une réalité complexe, dans laquelle les formes d'agrégation civique ont un rôle à la fois tribunitien, social et économique, à partir de l'unification italienne et jusqu'à nos jours[4]. Nous avons mobilisé plusieurs terrains d'enquête et conduit des entretiens semi-directifs auprès de différentes parties prenantes actives dans ces organisations : les salariés, les bénévoles, mais également le public (personnes en insertion professionnelle, habitants des quartiers adhérents aux associations, familles précaires…) et les partenaires institutionnels en relation avec ces différentes associations et coopératives[5]. En particulier, nous nous sommes rendus auprès des associations qui animent des centres sociaux dans des zones à forte exclusion sociale de la ville de Palerme et des coopératives sociales d'insertion professionnelle qui gèrent au nom de la loi 109/96, des biens confisqués à la criminalité organisée dans la vallée de Corleone[6]. Bien que différentes dans leurs finalités sociales, il nous a semblé possible de retracer, dans les récits des différents acteurs de ces initiatives solidaires, des représentions de leurs interventions qui font échos aux postulats scientifiques en les discutant ou en les intégrant. Dans les récits d'un certain nombre d'acteurs impliqués dans les coopératives sociales et dans les associations que nous avons rencontré [7], deux postures se dégagent et traduisent à notre sens la façon dont les arguments savants influencent la perception de ces acteurs. D'un côté, une rhétorique qui plaide l'impossibilité de l'agir solidaire en Sicile. De l'autre, une rhétorique possibiliste, qui s'appuie sur le constat des potentialités de l'action associative, inscrites en filigrane dans l'histoire de la Sicile. Ces deux représentations fonctionnent en parallèle et puisent dans le *corpus* composite des schémas représentatifs du Sud qui sont véhiculés dans la littérature depuis l'Unification italienne. En nous référant à Cersosimo et Donzelli, on a essayé, par

le biais des récits collectés sur le terrain, de montrer « la force que certaines idées assument pour façonner la réalité » (2000, p. XI).

5.1 La rhétorique de l'impossible : entre différence et déterminisme

10 Le contexte social et économique dans lequel s'inscrivent ces associations et coopératives, les confrontent quotidiennement à des tensions notamment dues à la présence des réseaux criminels dans leurs lieux d'intervention, mais également à la précarité structurelle de leurs projets. Malgré une histoire associative assez ancienne, notamment dans la lutte à la mafia (Bucolo, 2017), les difficultés sont multiples, car à la complexité des enjeux liés à l'action sociale ou à l'insertion professionnelle se somment d'autres difficultés contextuelles. À la fois dans les associations que dans les coopératives sociales, la référence à l'*éthos* amoral est citée comme s'il s'agissait d'une anomalie locale, d'une « prison de longue durée » (Braudel, 1973, p. 65) que le temps n'arrive pas à défaire. L'ordre de justification mobilisé fait appel aux postulats culturels qui insistent sur l'amoralité propre aux Siciliens et leur incapacité à agir collectivement. On peut ainsi justifier le fait que les associations n'arrivent pas à produire un véritable changement. L'inscription de cet argumentaire dans le long cours de l'histoire permet également de légitimer ces propos et de montrer leur irréductibilité. Les récits qui suivent sont l'expression de cette posture, assumée notamment ici par des personnels politiques. Nous les avions rencontrés en raison de leur rôle de soutien au développement, l'un, des coopératives sociales qui gèrent des biens confisqués à la mafia dans le village de Corleone et l'autre, des centres sociaux à Palerme. Or, malgré la grande envergure de ces projets, leur discours reste assez fataliste. L'un comme l'autre connaissent la littérature sur le *familialisme amoral* :

> « Chez nous il y a un dicton qui dit : un seul ce n'est pas assez, mais deux, c'est beaucoup trop ! Ceci est le signe de la méfiance par rapport à la coopération. Ici, la conviction de l'impossibilité de l'agir coopératif est enracinée. Cette méfiance culturelle est le résultat d'un parcours historique »[8] ;
> « La vraie coopération ici n'a jamais existé. Il y a eu une explosion anormale de la coopération. C'est un problème culturel, car ici le modèle principal de l'acquisition de biens c'est le modèle féodal… Actuellement, les entreprises sociales se développent dans le sud avec un retard de 10 ans par rapport au reste de l'Italie »[9] ;
> « La confiance du peuple sicilien, par rapport à ces instruments coopératifs, est certainement moindre par rapport à d'autres régions italiennes. Après la réforme agraire, la faiblesse de la coopération a eu comme effet la perte de sens du solidarisme collectif en Sicile »[10].

11 Lorsque l'on confronte ces premiers récits à d'autres témoignages, il apparaît que la référence à la nature amorale et incivique des Siciliens peut être étayée par des preuves dont la nature n'est pas d'ordre culturel, mais plutôt d'ordre socio-politique. En effet, comme le montrent les récits qui suivent, pour les membres des coopératives que nous avons rencontrés à Corleone aussi bien que pour les membres des associations situées dans un quartier populaire de Palermo, rappeler que depuis les origines des actions associatives et coopératives, voire syndicales, un nombre très important de membres de ces organisations a été tué par la mafia[11] en raison de son engagement, sert à apporter la preuve du danger intrinsèque à l'agir solidaire (et donc à son impossibilité) en Sicile :

> « Les personnes les plus âgées nous rappellent ce que veut dire dans un village comme Corleone de ne pas s'occuper de ses affaires. Cela signifie la mort violente ». [12]
>
> « La longue litanie des noms des morts tués par la mafia : en résulte comme un rituel dont l'effet est de déconstruire les contextes, d'épurer les faits et les personnages d'éléments réels pour les confier au mythe »[13]
> « La fin tragique du mouvement coopératif paysan s'est sédimentée dans la façon de penser des Siciliens, une sorte de sens commun des gens »[14]

12 Des bénévoles d'une association d'animation sociale, rencontrés dans l'un des quartiers périphériques de Palerme, éprouvés par la complexité des enjeux et démunis devant les projets qui n'aboutissent pas, puisent dans les représentations culturalistes les raisons profondes de leurs échecs. Ils utilisent à leur tour cette lecture culturaliste, pour expliquer les raisons des difficultés qu'ils rencontrent auprès des jeunes.

> « On voulait mettre des règles pour travailler tous ensemble. Mais c'est impossible. Ils utilisent leur situation, la pitié des autres. Ce sont les pauvres de la situation. Il y a une erreur de fond dans la façon dont ils ont été habitués par l'association : à l'assistanat. S'ils demandent, ils ont des réponses toujours positives »[15] ;
> « Leur enfermement dans des quartiers facilite la reproduction et la transmission de modèles archaïques. »[16]

13 Ces récits montrent les limites de cette rhétorique. En effet, en remobilisant les catégories de l'amoralité et de l'incapacité naturelle à s'intéresser aux autres, ils finissent à notre sens par renfermer les habitants de ces quartiers dans ces catégories, en les dépossédant d'initiative personnelle et d'actions autonomes, sinon celles des comportements déviants, voire criminels. Ceci donne lieu non seulement à une posture et à des pratiques fermées sur elles-mêmes, mais cautionne, à notre sens, l'inaction. Selon ce raisonnement, si ces comportements sont inscrits dans la nature même des personnes, alors tout changement est impossible et toute action extérieure est vouée à l'échec. On retrouve dans les mots d'une animatrice d'un centre d'information associatif ouvert aux femmes, l'expression de cette impossibilité :

> « Ce qui arrive ne nous donne pas beaucoup d'espoir dans ce sens. Certaines de ces femmes arrivent à parler de leurs problèmes non seulement en termes individuels, mais qui concernent tout, certainement elles apporteront au sein de leur famille un regard différent sur la société. Mais combien sont-elles, ces femmes ? … Si l'on regarde ce qui arrive autour de nous, le niveau de désordre et d'incivisme démontre qu'il n'y a pas de véritable conscience civique. Quand il y a les élections, par exemple, les personnes votent en fonction de leurs intérêts personnels. Bien évidemment, si l'on arrive à élargir sa propre capacité de discuter et son propre esprit, ceci pourra aider à démanteler certains stéréotypes. Mais il s'agit d'expériences moindres. »[17.]

14 Ces mots défaitistes, qui insistent sur l'impossibilité du changement social, voire civique, des personnes accueillies dans les associations, peut facilement être repris par des administrations publiques peu inclines à financer les activités associatives et coopératives. Les associations sont réduites, dans cette perspective à un vecteur de paix sociale, d'assistanat, à un substitut des services publics, ce qui finit par invisibiliser leur potentiel émancipatoire tout autant que leur rôle tribunitien. Cela nous semble être le risque majeur de celle que nous avons défini la rhétorique de l'impossible.

5.2 La rhétorique du possible : la dimension sociale et politique

15 D'autres membres des associations et des coopératives rencontrés, se positionnent de manière plus critique par rapport à l'approche culturaliste et considèrent que les réussites et les défaites auxquelles ils se confrontent au quotidien ne dépendent pas de tares héréditaires ni d'une destinée irrévocable (Cersosimo et Donzelli, 2000, p. XIII). Leur ambition est d'arriver à mobiliser une lecture qui puisse permettre de situer les initiatives associatives et coopératives actuelles dans la continuité des événements historiques de l'île, afin de déconstruire un imaginaire selon lequel l'histoire de l'île se caractériserait par l'absence d'agir collectif. Un parcours solidaire donc, qui ne devrait pas être considéré comme un fait événementiel et discontinu, mais comme présentant un caractère identificatoire fort. Il nous semble que de façon implicite ou explicite ces personnes engagées au quotidien font appel aux événements de la mémoire historique afin qu'ils deviennent des marqueurs identitaires. À côté d'un imaginaire collectif construit autour de l'impossible civilisation du Sud, ils font valoir un autre regard sur la réalité et sur le vécu associatif et coopératif sicilien. À titre d'exemple, il faut rappeler que deux coopératives sociales, sur les quatre rencontrées dans le cadre de notre recherche, portent les noms de deux leaders du mouvement coopératif et syndical de l'après-guerre tué par la mafia (Placido Rizzotto et Pio La Torre). Dans les récits des deux coopérateurs qui se sont installés dans la vallée de Corleone pour créer une coopérative sociale d'insertion professionnelle sur des terres qui leur ont été attribuées par l'État après leur confiscation aux réseaux criminels, on peut saisir cette volonté de renforcer leur ancrage dans une histoire plus ancienne.

> « Les terres que nous gérons aujourd'hui sont les mêmes pour lesquelles ont été tués, dans l'après-guerre, des dizaines de syndicalistes de différentes communes siciliennes. … Ces mêmes terres, après plusieurs années, sont revenues dans les mains de la société civile, de la coopération. Ce sont ces mêmes terres, notamment à Corleone, qui avaient été acquises par les mafieux. C'est un fil rouge qui lie notre expérience à l'histoire du mouvement antimafia ».[18]
> « Notre histoire commence en 1996, mais elle a des origines bien plus lointaines, dans les luttes de Placido (Rizzotto) et des autres syndicalistes et paysans. Nous, avec humilité, en avons pris le relais, avec l'espoir et l'engagement de vouloir le tenir pour toujours et avec dignité ».[19]

16 Dans les témoignages qui mobilisent la rhétorique du possible, on pourrait dire qu'il y a un consensus de fond entre les personnes, chacune dans sa propre fonction, autour de l'opportunité d'une destinée différente pour elles-mêmes et pour la Sicile, de manière plus générale. Comme le montre Giovagnoli (2007), « face à une effrayante certitude d'inéluctabilité, brisée ici et là par des tentatives isolées et lumineuses de rachat, les individus s'interrogent sur le désir d'une destinée différente par rapport à celle qui leur est attribuée du fait de leur lieu de naissance ». Dans les récits, certains décrivent l'expérience coopérative comme un acte symbolique fort pour affirmer la possibilité du changement de leur situation personnelle en la rendant significative pour la collectivité dans son ensemble. Le destin prescrit est ainsi refusé au nom d'une posture qui n'est pas de résistance, mais de construction d'autres possibles. Les deux récits de la fondatrice d'une coopérative sociale et du Maire de la ville de Corleone peuvent être lus en parallèle, la posture individuelle nous semble en effet faire écho à la posture institutionnelle.

> « J'avais une soif de justice très forte, il faut avoir une énergie de fond qui vient de ton histoire. La coopération est une autre manière de travailler. Les grandes

> manifestations, nous tous les avions faites. Notre peur peut se transformer en énergie, car notre génération est une génération qui a vécu dans la peur… Nous ne sommes pas des héros, nous sommes juste très fâchés ! »[20]
> « Il est important d'avoir un tissu social diffusé sur le territoire qui puisse dire d'être fier d'être citoyen de Corleone. À tous les jeunes d'autres villes italiennes qui viennent travailler bénévolement dans les coopératives sociales, nous octroyons la citoyenneté honoraire de la ville. On dit toujours que les gens de Corleone tuent, mais ces jeunes aussi ils vont comprendre ce que veut dire être un habitant honnête de cette ville, ils n'accepteront plus de l'entendre. »[21]

17 Dans cette perspective, l'action associative, telle que restituée par cette coopératrice ou par cet élu local, prend une autre envergure. Ils veulent créer, par le biais des services rendus et des biens produits, des alternatives concrètes et visibles pour eux-mêmes et pour le territoire dans lequel ils travaillent. Cependant, cela ne se passe pas par l'effacement des dynamiques locales, mais plutôt par leur valorisation. Pour illustrer cette posture, nous pouvons nous référer au travail des associations qui gèrent les centres sociaux dans les quartiers populaires de Palermo. Plutôt que de considérer le substrat culturel comme expression de l'amoralité des personnes, les bénévoles et les salariés de ces associations travaillent pour « *comprendre les points de force du territoire et valoriser les ressources locales* »[22]. Dans ces extraits de l'entretien avec l'un des fondateurs d'un centre social associatif, on décèle à notre sens une rhétorique possibiliste qui s'attache à montrer que le changement peut se produire dans des micro-espaces à condition que l'action associative sache valoriser les ressources individuelles et collectives préexistantes à son implantation. Le contexte traditionnel est considéré comme ayant déjà en soi toutes les possibilités d'un développement spécifique, mais il a besoin d'être réinterprété et mobilisé de manière sélective (en valorisant ou dénaturant certains éléments).

> « Il faut faire tout pour que les signes de solidarité de famille et voisinage reviennent dans leur emplacement naturel, dans le rapport respectueux entre les personnes et non pas celui d'un assujettissement et d'une arrogance mafieuse »[23].
> « Il y a, dans le cas des familles saines, une structure de l'honnêteté qui ne doit pas être comparée aux paramètres de la légalité abstraite, mais doit être comprise dans son contexte. Ici les gens se débrouillent quotidiennement ».[24]
> « La limite est que les gens n'ont pas une vision d'ensemble, les personnes partent de leur quotidien, avant de s'ouvrir à des horizons plus vastes. Elles ont besoin de cohabiter avec leurs propres difficultés de départ. Il faut continuer à discuter et proposer. Il faut travailler, il faut partir de leurs nécessités, en comprendre le langage et faire partir les choses depuis l'intérieur. »[25]

18 Ainsi, la référence à la culture traditionnelle n'est pas envisagée comme un frein à l'action, mais plutôt comme un levier. Sous cet angle, la famille peut être le lieu concret et symbolique d'agrégation. Elle recouvre des formes de lien social qui peuvent sembler désuètes, mais qui peuvent aussi être à l'origine d'une tension solidaire qui ne peut que se répercuter dans les relations sociales, voire dans la capacité des personnes à porter des revendications politiques collectives. En effet, pour produire une véritable transformation du contexte social et économique, il nous semble nécessaire que cette « *subjectivité sociale* » puisse se transformer en action politique dans des espaces civiques. Dans le centre social, dont les bénévoles rendent compte des actions collectives, il a été possible de produire des moments de mobilisation collective pour des causes communes :

> « Le territoire ne sélectionne qu'un certain type de forme associative : celle de la résistance. Les associations qui ont dû utiliser des stratégies de résistance, comme

des combattants pour la libération de notre terre. Au fur et à mesure que l'on occupe des territoires, nous cherchons à y rester et ne plus partir »[26] ;
« Après 25 ans de vie passée dans des logements insalubres, les habitants du quartier ont, avec le concours des bénévoles du centre, formulé leurs revendications pour les exprimer sur la place publique, dans la Mairie occupée et par le biais d'une pétition pour leur droit au logement. Nous n'avons pas trouvé la solution, ce sont les habitants qui, tout au long des rencontres, ont choisi les modalités d'intervention ».[27]
« L'année dernière, nous avons occupé le centre social, avec des banderoles. À deux heures on m'a appelée pour me dire d'appeler tout le monde dans le quartier et je suis sortie chercher les personnes dans les ruelles et les habitations. Et tout le monde est venu. Nous avons pris les banderoles qui étaient dans les salles du centre, les avons mises à l'extérieur pour que la presse, la télé puissent les voir, pour montrer qu'il y avait des activités dans le centre, pour ne pas le fermer ».[28]

19 Dans l'ensemble de ces récits s'exprime celle que nous avons appelée une rhétorique possibiliste. Ils montrent la nécessité d'une analyse complexe pour interpréter les interactions solidaires au sud. Les éléments traditionnels caractérisant les vécus individuels et collectifs ne sont pas rejetés ou jugés amoraux, mais plutôt valorisés en tant que ressources qui peuvent enrichir les activités associatives. Or, afin que la transformation sociale et politique puisse prendre forme, l'organisation de pétitions, de réunions de quartier, d'occupation des locaux ou des terres apparaît aux acteurs comme une suite logique dans le processus d'émancipation. Ce qui montre par ailleurs que les gens de l'Italie du Sud sont capables de se réunir pour une cause commune et n'agissent pas uniquement en fonction des intérêts de leur noyau familial.

6. Conclusion

20 En retraçant les récits des bénévoles et des salariés interviewés dans le cadre de nos recherches, et en proposant une lecture volontairement binaire de ces témoignages, nous avons voulu introduire une confrontation entre les apports théoriques sur le *familialisme amoral* et la réalité sociale vécue par des personnes qui quotidiennement s'impliquent dans le monde associatif et coopératif en Italie du Sud. Certes ces apports théoriques ont une vertu heuristique importante, mais ils se fondent, comme on l'a montré, sur des postulats discutables qui produisent des effets sur la représentation qui peuvent se faire les acteurs coopératifs et associatifs de leur action. Il nous a semblé donc possible de montrer ces premières occurrences qui pourraient être explorées davantage. L'objectif étant de donner à voir non seulement les écueils du raisonnement scientifique proposé par E.C. Banfield, puis par R. Putnam, mais également les limites dont il est porteur. En utilisant le paradigme culturel comme unique explication des carences économiques et politiques du sud italien, on risque en effet de laisser place à un discours qui se conforte dans l'immobilisme et qui finit par inciter à réduire la portée des solutions proposées ou encore par considérer qu'il n'y a pas d'issues possibles pour le changement, car on ne change pas ce qui est inscrit dans la nature même d'un peuple. C'est le sens des récits s'inscrivant dans la rhétorique de l'impossible. A contrario, on peut considérer certains traits de la société méridionale davantage comme des opportunités ou des ressources que comme des écueils. Les liens parentaux, les relations amicales, ne sont pas *a priori* des facteurs de détournement de l'esprit public et du sens civique. Il semble donc possible de montrer qu'on peut agir sur les évolutions et la réalité de l'engagement civique sicilien au-delà du déterminisme.

Les structures sociales ne sont pas surdéterminées par la culture et elles ne sont pas immuables. Les individus peuvent agir pour les faire évoluer. Les contextes changent malgré la culture héritée grâce à l'engagement volontaire et actif, au-delà du *familialisme amoral*. C'est le sens des récits s'inscrivant dans la rhétorique du possible. D'autre part, cette tentative de confrontation entre récits des acteurs et apports théoriques nous a semblé significative pour mettre également en exergue le risque des apports ethnocentriques et situés. À plusieurs reprises dans l'histoire, les chercheurs américains, tel Banfield dans les années 1950, Block dans les années 1970, Putnam dans les années 1990 se sont rendus en Italie pour comprendre les dynamiques du sud de l'Italie. Ils ont porté un regard comparatif en considérant tout ce qui s'éloigne du modèle américain/occidental comme pathologique ou moralement discutable (Roux, 2003). Dans ce paradigme, la responsabilité du retard économique ne serait pas à chercher dans le système complexe des facteurs économiques, sociaux et politiques, mais uniquement dans une culture qui n'inciterait pas les populations à s'associer et s'organiser pour leur progrès. En définitive, nous avons essayé de sortir des catégorisations réductrices et l'itinéraire que nous avons voulu suivre est celui tracé par l'ambition d'« élaborer à propos du Midi et en l'étudiant, des catégories conceptuelles capables d'expliciter également d'autres morceaux de ce monde » (Cersosimo et Donzelli, 2000, p. XVIII). De contribuer, en définitive, à une pensée qui n'a pas honte de ses propres origines, mais qui ne renonce pas à regarder au-delà de soi, en étant curieux du monde.

BIBLIOGRAPHIE

Allum, Percy (1995). Le double visage de la Démocratie chrétienne italienne. *Politix*, vol. 8, n° 30, pp. 24-44

Banfield, Edward C. (1958). *The moral basis of a backward society*. New York, The Free Press, 204 p.

Bevort, Antoine (2002). *Pour une démocratie participative*. Paris, Presses de Sciences Po, 129 p.

Blando, Antonino (2002). Les transformations de la notabilité dans le Mezzogiorno contemporain. Dans : *Journées d'étude : Notables et pouvoirs notabiliaires, CERI, Paris, 27 juin 2002*

Braudel, Fernand (1973). *Scritti sulla storia*. Milan, Oscar Mondadori, 285 p.

Briquet, Jean Louis (1995). Comprendre la mafia. L'analyse de la mafia dans l'histoire et les sciences sociales. *Politix*, n.30, pp. 139-150.

Briquet, Jean-Louis (2006). Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du « cas italien ». *Genèses*, n° 62, pp. 49-68

Bucolo Elisabetta (2011) *Associations et coopératives hier et aujourd'hui : un regard sur la Sicile à partir du capital social*, Thèse de doctorat, CNAM-Pari

Bucolo Elisabetta (2014). L'arrière-scène participative dans les quartiers populaires de la ville de Palerme : analyse d'une réalité complexe, *Revue Lien social et politiques*, n.71, pp. 179-194

Bucolo Elisabetta (2015). Le rôle des coopératives sociales gérant des biens confisqués à la mafia dans la définition d'une politique publique locale. Un exemple d'interaction entre pouvoirs publics et initiatives de l'économie sociale et solidaire, *Revue Française de Socio-Économie* 2015/1 (n° 15), pp. 77-95.

Bucolo Elisabetta (2017). Histoire et actualité des luttes contre la mafia en Sicile, dans Bucolo E., Coraggio JM., Laville JL, Pleyers G. (sous la direction de), *Mouvements sociaux et économie solidaire*, DDB, 2017, pp. 199-215.

Bucolo Elisabetta (2018). Comment les coopératives créent de l'action publique territoriale : cas de la Sicile et de la lutte à la mafia, *RECMA*, n.347, p. 129-141

Bucolo Elisabetta, (2018 b), Coopérer contre la mafia : interdépendances civiques et politiques, dans Rist B. et Rouxel S. *Tous autonomes ? Autonomie, dépendance, interdépendance*, Paris, éditions du Septentrion, pp. 231-248

Catanzaro, Raimondo (1989). *Società, politica e cultura nel Mezzogiono - Atti del convegno "Il Sud e i sud : la questione meridionale oggi", Napoli, dal 5 al 7 dicembre 1985*. Milan, Franco Angeli, 160 p.

Cersosimo, Domenico et Donzelli, Carmine (2000). *Mezzo giorno : realtà, rapprezentazioni e tendenze del cambiamento meridionale*. Rome, Donzelli Editore, 288 p.

De Sousa Santos Bonaventura (2011). Epistemologies du Sud, *Etudes Rurales*, n. 187, pp. 21-49

Ferragina, Emanuele (2009). Le teorie che non muoiono mai sono quelle che confermano le nostre ipotesi di base : cinquant'anni di familismo amorale, *Meridiana*, n.65-66, pp. 265-287.

Fukuyama, Francis (1997). *La confiance et la puissance. Vertus sociales et prospérité économique*. Paris, Plon, 412 p.

Gardin, Laurent (2006). *Les initiatives solidaires. La réciprocité face au marché et à l'Etat*. Ramonville Saint-Agne, Erès, 190 p.

Giovagnoli (2007), Attualità della legge 109/96 : uno strumento contro le mafie e per la ricostruzione dei legami sociali attraverso il lavoro. *Sintesi dialettica per l'identità democratica* [en ligne], 39336, 4 p. URL : http://www.sintesidialettica.it/leggi_articolo.php?AUTH=106&ID=157

Lazar, Marc (1997). Interrogations italiennes. *Quaderni*, n. 32, pp. 69-79.

Lazar, Marc et Bouissou, Jean-Marie (2001). Comparer deux « démocraties hors normes », *Revue française de science politique*, vol. 51, n.4, pp. 531-543.

Lombroso, Cesare (1895) *L'homme criminel : criminel-né, fou moral, épileptique : étude anthropologique et médico-légale*, Paris, Félix Alcan.

Magatti, Mauro et Mingione, Enzo (1997). Strategie familiari e sviluppo : una comparazione Nord-Sud. dans Meloni, Benedetto (dir.). *Famiglia meridionale senza familismo : strategie economiche, reti di relazione e parentela*. Catanzaro, Meridiana Libri, pp. 137-158

Meloni, Benedetto (dir.). *Famiglia meridionale senza familismo : strategie economiche, reti di relazione e parentela*. Catanzaro, Meridiana Libri, 1997, 432 p.

Mutti, Antonio (1996). Particolarismo. *Rassegna italiana di sociologia*, Tome XXXVII, n° 3, pp. 501-511

Mutti, Antonio (1998). *Capitale sociale e sviluppo : la fiducia come risorsa*. Bologna, Il Mulino, 147 p.

Pizzorno, Alessandro (2001), Familismo amorale e marginalità storica ovvero perché non c'è niente da fare a Montegrano (1967), *Quaderni di Sociologia*, n. 26/27, pp. 349-362

Putnam, Robert D., Leonardi, Robert, Nanetti, Raffaella (1993). *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*. Princeton, Princeton University Press, 258 p.

Roux, Christophe (2003), En attendant Putnam. La « culture de défiance » italienne dans la science politique américaine de l'après- guerre : l'œuvre d'Edward C. Banfield, *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, n. 3, pp. 463 - 476.

NOTES

1. « Quand on parle de clientélisme, on fait référence à l'attitude de déférence d'un sujet faible par rapport au plus fort. Il a un caractère d'obligation à long terme ou à court terme selon les prestations et les contre-prestations qui y sont impliquées. L'accord de dépendance est fortement personnalisé et il s'établit entre le patron/protecteur en tant que personnage dominant du rapport et ceux qui sont définis comme ses clients, ses protégés ou ses dépendants » (Bucolo, 1998).

2. La partitocratie se définit comme « cette forme de gouvernement dans laquelle un ou plusieurs partis détiennent le monopole de l'accès au personnel, aux ressources et aux politiques de gouvernement » (Lowi cité par Lazar, 2001, p. 537)

3. On se réfère ici à la crise engendrée par l'affaire *Mani Pulite*, opération judiciaire lancée en 1992 contre la corruption qui a démantelé un système de corruption et de pots-de-vin perpétré par des personnalités politiques inscrites dans les deux partis de masse.

4. Les résultats de ces recherches ont été relatés dans une thèse de doctorat (Bucolo, 2011) et publiés dans différents articles (Bucolo, 2014, 2015, 2017, 2018, 2018b)

5. Nous avons rencontré, lors d'entretiens individuels semi-directifs (i) des membres des quatre coopératives sociales : les 4 coordinateurs, un président et une vice-présidente, ainsi que 6 travailleurs en insertion des coopératives sociales ; (ii) des membres des 3 centres sociaux associatifs : les 3 fondateurs, 4 salariés, 3 animateurs culturels de rue, 7 bénévoles, 4 habitants des quartiers. Nous avons également interviewé d'autres acteurs associatifs et coopératifs (bénévoles et usagers) lors de 5 focus groupes. En ce qui concerne les acteurs institutionnels, nous avons rencontré des responsables politiques et administratifs ayant des postes clés dans le dispositif de la loi 109/96 à Corleone ou dans les dispositifs sociaux à Palermo.

6. La loi 109/96, qui concerne les « Dispositions en matière de gestion et de destination des biens séquestrés ou confisqués » à la criminalité organisée, établit que ces biens doivent être attribués gracieusement à des organisations non lucratives d'utilité sociale (coopératives, associations, fondations...).

7. L'ensemble des récits ont été traduits de l'italien par l'auteure de ce texte.

8. Entretien : ancien Maire de la ville de Corleone en Sicile.

9. Entretien : ancien élu aux politiques sociales de la Ville de Palerme.

10. Entretien : *Ibidem*

11. Le 21 mars de chaque année, dans les places publiques italiennes, on fait la lecture de la liste des personnes tuées par la mafia en raison de leur engagement dans la lutte à la criminalité (des juges, des membres d'associations, des syndicalistes, des coopérateurs, des gardes du corps, des entrepreneurs...).

12. Entretien : syndicaliste sicilien

13. Entretien : responsable d'une association de quartier à Palermo.

14. Entretien : cogérant d'une coopérative sociale à Corleone.

15. Entretien : animatrice culturelle de rue dans le quartier du Zen à Palermo.

16. Entretien : fondatrice d'une association dans e quartier du Zen à Palermo.

17. Entretien : écrivain et animatrice d'un centre d'information et de documentation de lutte à la mafia.
18. Entretien : responsable du consortium des coopératives sociales dell'Alto Belice Corleonese.
19. Entretien : fondateur d'une coopérative sociale de type B.
20. Entretien : fondatrice d'une coopérative sociale d'insertion professionnelle
21. Entretien : Maire de la ville de Corleone.
22. Entretien : animatrice d'un projet avec les femmes dans un quartier populaire de Palermo.
23. Entretien : prêtre animateur et fondateur d'un centre social dans le quartier de l'Albergheria à Palermo.
24. Entretien : *Ibidem*.
25. Entretien : *Ibidem*.
26. Entretien : ancien adjoint aux affaires sociales de la Mairie de Palermo.
27. Entretien : animatrice bénévole d'un centre social dans le quartier de l'Albelgheria à Palermo.
28. Entretien : habitante et animatrice bénévole d'un centre social dans le quartier de l'Albelgheria à Palermo.

RÉSUMÉS

La persistance du retard économique de certaines régions du monde a fait l'objet de nombreux travaux de recherche. Il est apparu que pour comprendre les écarts de développement entre pays il est possible de faire appel à des explications d'ordre culturel. Dans ce sillage, dans les années 1950, le politologue E.C. Banfield mène des enquêtes dans un village du sud de l'Italie pour montrer que, dans des contextes imprégnés de *familialisme amoral*, il serait impossible de s'associer pour le bien public. Ainsi, en raison de cet *éthos* spécifique, les gens n'attacheraient aucune importance à l'intérêt collectif et n'arriveraient pas à s'organiser pour améliorer leurs conditions de précarité. En dépit des vertus heuristiques de ces apports théoriques, très largement mobilisés dans le champ des sciences sociales, nous considérons qu'ils ont construit une représentation aussi déterministe que déformée de l'agir collectif dans le sud de l'Italie. Nous proposerons donc une analyse des effets que ces postulats savants ont pu engendrer dans la posture et l'imaginaire collectif des bénévoles et des salariés qui travaillent au quotidien dans des associations ou des coopératives sociales dans le sud de l'Italie.

The persistence of economic backwardness in some parts of the world has been the subject of much research. It appeared that in order to understand the development gaps between countries, it is possible to use cultural arguments. In this context, in the 1950s, political scientist E.C. Banfield conducted studies in a village in southern Italy to show that, in contexts impregnated with amoral familism, it would be impossible to work in association for the common good. Thus, because of this specific ethos, people would not attach any importance to the collective interest and would not be able to organize themselves to improve their precarious conditions. Despite the heuristic virtues of these theoretical approaches, which have spread widely in the field of social sciences, we consider that they have built a deterministic and distorted representation of collective action in southern Italy. We will suggest an analysis of the effects that these erudite postulates have had on the collective posture and imagination of volunteers and employees who work in non-profit organizations in southern Italy.

INDEX

Keywords : amoral familism, social capital, non-profit organizations, south
Mots-clés : familialisme amoral, capital social, associations, coopératives sociales, sud

AUTEUR

ELISABETTA BUCOLO

Sociologue, CNAM/LISE-CNRS, France, elisabetta.bucolo@lecnam.net